



A1-00322
731954
Sc. So. B/L

Code épreuve : 286

Nombre de pages : 11

Session : 2021

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Depuis les années 1980, la question de l'endettement public et de la nécessité de chercher à assurer la stabilité budgétaire d'un pays est devenue centrale dans nos sociétés capitalistes modernes, notamment après la vague néo-libérale incarnée par Reagan ou Thatcher. Et pourtant, aujourd'hui, en pleine crise de Covid-19, la question de l'annulation de la dette publique devient de plus en plus éminente dans les débats politiques.

Si ce débat semble de plus en plus avoir d'importance aujourd'hui, c'est que l'impératif du remboursement de la dette semble avoir été remis en cause ces dernières années. La dette désigne tout d'abord un stock accumulé par un agent qui a une obligation de la rembourser, en payant une contrepartie dans le futur. Nous pouvons notamment distinguer la dette privée de la dette publique. La dette publique désigne notamment la somme des déficits publics ~~accumulés~~ annuels accumulés jusqu'au moment présent. Les agents s'échangent notamment des titres de créances et des obligations, qui représentent des parts de dettes, sur le marché des créances et le marché des obligations, qui sont les marchés de la dette à court terme et à long terme. Il faut considérer néanmoins la dette aussi dans son sens social, désignant une obligation d'un individu envers un autre individu ou bien envers la société ou l'État, à payer la contrepartie d'un service qu'on lui a rendu. A priori, en regardant la définition de la dette, il semble

qu'il y a bien un impératif du désendettement, renforcé par des normes économiques et sociales de nos sociétés capitalistes. Toutefois les débats contemporains sur la dette montrent que cet impératif semble s'affaiblir à un niveau économique, notamment avec la montée des politiques discrétionnaires. En effet, l'impératif du désendettement peut aussi poser des risques et contraintes. En même temps, de nouveaux impératifs de désendettement, au niveau social, semblent gagner en importance, comme on le voit avec la montée de ce débattre de sa dette écologique et inter-générationnelle.

Dès lors, est-il toujours optimal, souhaitable et possible, au niveau individuel et collectif, de chercher à rembourser les dettes privées, publiques et symboliques ?

Tout d'abord, l'impératif du désendettement semble être devenu une norme économique et sociale dans nos sociétés capitalistes modernes (I). Toutefois, cet impératif présente ses risques et contraintes, notamment en pouvant précipiter l'économie vers une crise (II). Il faut donc prendre en compte la l'intérêt de se désendetter ou pas en fonction de la conjoncture économique et en fonction de l'horizon inter-temporel et inter-générationnel des individus (III).

Tout d'abord, au niveau individuel, les agents économiques doivent chercher à rembourser leurs dettes privées pour rester crédibles et solvables, évitant ainsi d'aller à la faillite. Il faut d'abord mettre en avant l'importance de la confiance des institutions ~~publiques~~ (notamment les banques) dans les emprunteurs qui repose notamment sur la capacité des agents à honorer leurs engagements et rembourser

leurs dettes. Prenons le cas des entreprises qui, pour réaliser des projets d'investissement, doivent soit s'autofinancer si elles disposent d'une épargne suffisante, soit (ce qui est le plus courant) chercher des financements externes, et donc des investisseurs qui souhaiteraient financer leurs projets d'investissement. Les entreprises qui s'endettent en faisant recours à des financements externes doivent être capables de rembourser les actionnaires en dégagant un profit excédentaire et suffisant, sous la peine, dans le cas contraire, de réduire la confiance des actionnaires qui vont donc vendre les titres des entreprises. C'est pourquoi Alchian et Demsetz préconisent depuis 1976 d'aligner les intérêts des PDG à ceux des actionnaires, dans le contexte de la montée du capitalisme actionnarial, dans ~~la~~ la théorie de l'agence. Les banques de second rang doivent également demeurer crédibles aux yeux de la Banque Centrale, sous le risque d'aller à la faillite, comme la Banque Lehman Brothers lors de la crise de 2007-2008. Les ménages doivent aussi être capables de rembourser leurs dettes privées sous le risque de se voir refuser des emprunts par les banques de second rang.

Par conséquent, au niveau collectif, les États doivent aussi être capables d'honorer leurs engagements et de maîtriser la dette publique. Il convient d'abord que la dette publique n'ait pas le même statut que la dette privée : cette dernière est moins sûre que la dette publique. Toutefois, 2^e depuis les années 1980 la maîtrise de la dette publique est devenue un des principaux objectifs des politiques conjoncturelles, c'est qu'on craint que la dette publique puisse cesser d'être soutenable à partir d'un certain moment. Cela car on craint surtout l'effet boule de neige qui pourrait survenir si on laisse filer la dette publique : plus on la laisse filer, plus son poids augmente dans l'économie à cause des taux d'intérêts sur la dette, plus il devient donc difficile de la rembourser. Au niveau macroéconomique, la maîtrise de la dette publique passe par l'équilibre de la balance de paiements, qui est devenu un des

principaux objectifs des politiques conjoncturelles. Il convient aussi de remarquer que la construction de la dette comme un objet de politiques publiques a aussi contribué à diffuser l'impératif de la maîtrise de la dette publique. C'est ce qui est montré notamment dans L'Ordre de la Dette (2016), où l'auteur analyse la construction de la dette comme un véritable problème public. Les débats sur la maîtrise de la dette sont d'autant plus importants aujourd'hui qu'en 2020, la dette publique de la France représentait près de 120% du PIB. L'impératif de la maîtrise de la dette publique a aussi été diffusé par des institutions mundiales comme le FMI, ce que l'on a vu avec les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) proposés aux pays du tiers-monde pour les inciter à équilibrer leur balance de paiements et à maîtriser leur dette.

Il faut donc insister sur le fait que la capacité à rembourser ses dettes est devenue une norme sociale dans nos sociétés. On voit par exemple que la dette peut être vue comme un poids pour l'individu qui voit sa liberté être limitée. C'est ce que défend Robert Nozick, représentant du courant libertarien, dans État, Anarchie et Utopie (1974). Nozick, qui est un partisan d'un État minimal, considère que toute forme d'endettement limite l'autonomie d'un agent : c'est pourquoi il doit chercher impérativement à se débarrasser de toutes ses dettes, pour devenir un véritable sujet autonome. Pour les libertariens et anarchistes, la dette envers une institution ou l'État de l'individu presque un esclavage. De plus, il faut aussi mettre en lumière le fait que, en s'inspirant des analyses des sociologies interactionnistes, des individus qui ne maîtrisent pas leurs dettes sont stigmatisés. Pour Erving Goffman, un stigmate désigne un acte socialement dévalorisant : l'incapacité à maîtriser ses dettes serait donc un stigmate perçu par des individus qui seraient donc perçus comme déviants. Cette stigmatisation peut être

Code épreuve : 286

Nombre de pages : 11

Session : 2021

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

remplacée par ce que Max Weber nomme, dans l'Éthique protestante et l'Esprit du Capitalisme, l'« esprit du capitalisme », qui valorise notamment soigneusement des comportements qui mènent vers l'ascèse et qui passe par sa capacité à honorer ses engagements. L'endettement d'un agent pourrait donc être perçu comme une « faute morale » socialement, d'où l'impulsion sociale de se débarrasser le plus vite possible de ses dettes.

On a donc vu comment s'est installé dans nos sociétés capitalistes modernes un impératif du désendettement, pour garantir la confiance des agents économiques, et notamment car l'endettement est vu comme un risque économique, voire une « faute morale » dans les interactions des agents. Toutefois, il faut désormais aussi se demander cet impératif du désendettement ne présente pas des risques et des contraintes dans nos sociétés où il semble que c'est plutôt l'endettement qui est devenu une norme, donc dans nos « économies d'endettement ».

Premièrement, le désendettement privé peut précipiter une économie vers une crise économique. Il faut considérer d'abord que nos économies ont une dimension cyclique, qu'on peut illustrer, par exemple,

avec les cycles de Juglar (1862). Or, l'endettement et le désendettement privé influent fortement le cours de l'activité économique. C'est ce qu'insiste Irving Fisher quand il expose le mécanisme de la déflation par la dette. En période de prospérité économique, les agents sont plus confiants et prennent plus de risques, ce qui leur pousse à prendre des risques et à s'endetter. Toutefois, au profit d'un moment, s'opère le retournement de la situation quand les agents se rendent compte qu'ils se sont trop endettés. Ils décident donc brusquement de se désendetter en même temps, dans une logique « auto-rétroalimentaire » : baisse des prix, en vendant massivement les titres, le cours des titres baisse, ce qui fait augmenter le poids des dettes privées. On assiste par conséquent à une déflation qui risque de précipiter l'économie vers une crise économique. Historiquement, c'est ce que l'on a vu avec la Grande Dépression qui a suivi le krach de 1929. C'est notamment la déflation qui augmente la valeur réelle de la dette. Cette explication rend compte notamment du « paradoxe de la tranquillité », exposé par Minsky, qui explique que l'origine d'une crise économique réside paradoxalement dans une période de croissance économique. On voit dès lors qu'il n'est pas toujours souhaitable de rembourser toutes les dettes privées au même moment, risquant de mener vers une crise financière qui se transmet, par le canal de la déflation par la dette, à l'économie réelle.

De plus, il convient aussi de constater que l'impuissance du désendettement limite les marges de manœuvre des pouvoirs publics en temps de crise économique. Dans l'Union Européenne, par exemple, le Pacte de Stabilité et de Croissance, signé à la fin des années 1990, cherchait

à établir des règles pour empêcher que les États ne fissent trop leur dette. On a ainsi instauré la contrainte qu'un État ne doit pas avoir une dette publique qui dépasse 60% du PIB. Ces règles ont été influencées par les politiques de règles recommandées par Kydland et Prescott dans Rules rather than Discretion pour éviter le risque d'incohérence ~~int~~ temporelle. Toutefois, à cause de cette contrainte, lors de la crise des Sub-Primes et ensuite lors de la Crise de la Dette Souveraine, de nombreux États en Europe ont mené des politiques budgétaires d'austérité tout en menant des politiques monétaires expansionnistes. Cette solution a majoritairement été critiquée, comme le montre Paul Krugman dans Suffez-vous de cette crise... maintenant! (2012). Les États de l'UE ne pourraient pas mener des politiques budgétaires de relance à cause de la règle d'or du PSC, qui empêcherait à un État d'avoir un déficit public de plus de 3% du PIB pendant une année. Mais puisque les taux d'intérêts étaient très bas, la politique monétaire à elle seule et les programmes de Quantitative Easing ne sont pas parvenus à accélérer véritablement l'activité économique et à accélérer l'inflation.

Dès lors, on voit que l'impératif du désendettement présente à son tour des risques et contraintes pour nos économies ~~modernes~~ ^{modernes}. Il convient donc de se pencher sur des critères qui permettraient d'éclairer ~~quand~~ quand est-ce que les agents ont plus ou moins intérêt à se désendetter ou pas, ~~quand~~ ^{et} quand est-ce que le désendettement est véritablement possible ou nécessaire, au niveau individuel et collectif.

Il faut prendre en compte d'abord, au niveau individuel, la possibilité ou la nécessité de se désendetter

dans un horizon temporel. Il convient de remarquer que les individus ne peuvent pas toujours se désendetter en fonction de leur âge et qu'ils ne peuvent le faire que dans un horizon temporel plus large. Les jeunes, par exemple, ont majoritairement besoin de s'endetter envers leurs parents ou envers des institutions pour pouvoir compléter leur parcours universitaire ou bien leur parcours professionnel. Modigliani, dans sa théorie du cycle de vie, montre notamment qu'en début de la vie et jusqu'à un certain âge, le revenu de l'agent est supérieur à sa consommation : c'est quand il a besoin de s'endetter. Or, en faisant l'hypothèse des anticipations rationnelles, en fonction d'un revenu permanent, que Milton Friedman conceptualise dans A Theory of Consumption (1957), l'agent peut anticiper un désendettement futur à partir d'un âge où son revenu est supérieur à la consommation. De même, dans le modèle de l'arbitrage inter-temporel qu'expose Irving Fisher en 1911 entre consommer aujourd'hui ou consommer demain, si l'agent est un débiteur (à la période 1, $R < C$), une ^{hausse} baisse du taux d'intérêt ^{hausse} provoquera un effet revenu et passera l'agent à se désendetter dans la période 2 au lieu de consommer plus demain. Ainsi, on voit qu'un individu aura plus ou moins intérêt à se désendetter en fonction de l'âge de la vie et de sa situation économique. Il faut aussi constater que les jeunes ne peuvent pas se désendetter économiquement envers ses parents, mais peuvent se désendetter symboliquement par leur effort et par les solidarités inter-générationnelles.

De même, au niveau macroéconomique, il faut prendre en compte la conjecture économique et l'horizon temporel pour savoir s'il faut s'assigner comme objectif prioritaire la stabilité budgétaire. Pour savoir si la dette est soutenable ou pas, il faut d'abord regarder l'écart entre le taux d'intérêt (r) et le taux de croissance annuel (g). Cela est la condition

Code épreuve : 286

Nombre de pages : 11

Session : 2021

Emplacement
QR Code

Épreuve de : Sciences Sociales

Consignes :

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Budgétaire intertemporelle exprime la dette publique pondérée sur le ratio de PIB au moment t en fonction de ce ratio au moment $t-1$ (b_t et b_{t-1}), selon l'équation suivante : $b_t = (r-g)b_{t-1} - z_t$, où z_t désigne l'excédent budgétaire nécessaire à la période t pour annuler la dette publique. Plus r est loin de g , plus il faudra un excédent budgétaire important pour équilibrer la balance commerciale, plus la stabilité budgétaire devient un objectif prioritaire des politiques conjoncturelles. ~~La~~ ~~car~~. Il convient aussi de remarquer qu'aujourd'hui, avec des taux d'intérêts très bas, des économistes considèrent qu'il ne coûte presque rien d'annuler la dette publique française détenue par la BCE, ce qui serait contraire à la rembourser. Les opposants rétorquent que cela entraînerait une perte de confiance très importante. C'est ainsi qu'on comprend qu'aujourd'hui, les débats sur l'annulation de la dette publique deviennent de plus en plus importants, et l'importance d'honorer ses engagements dépend avant tout de choix politiques.

On peut finalement comprendre que dans des sociétés où l'endettement semble être devenu une norme, il peut y avoir des dettes autres que l'économie que doit-il devenir de plus en plus important de rembourser, comme une preuve de solidarité. Dans Solidarité, Léon Bageot préconisait déjà que tous les individus

9/01

naissent endettés dans la société, et qu'ils doivent donc rembourser, en allant à l'école et devenant des citoyens, les dettes envers leur milieu social qui leur a permis de grandir et de se développer comme des individus. C'est ce qui a permis notamment de justifier la mise en place de l'impôt sur le revenu en 1914 en France. Cette solidarité intergénérationnelle se voit aussi dans l'émergence d'une « dette écologique » que les générations présentes ont aussi envers les générations futures : elles doivent leur laisser une planète habitable avec suffisamment de ressources pour permettre leur subsistance. Ainsi, quand on voit des chefs politiques comme Joe Biden affirmer, lors du Sommet pour le Climat en 2021, qu'il veut réduire les émissions de gaz à effet de serre et les éliminer complètement jusqu'en 2050, on voit aussi une légitimation par le discours politique du devoir des générations présentes, envers les générations futures, de s'acquitter de leur dette écologique.

Pour conclure, nous pouvons dire que l'imperméabilité du désendettement perd sa force dans la sphère économique mais gagne durablement en force dans d'autres ~~sous~~ obligations sociales. Alors que depuis les années 1980, s'est diffusée la norme qu'il faut toujours rembourser ses dettes privées et publiques, pour assurer la confiance qui favorise la croissance économique, on voit que cette norme a également ses risques et dangers par l'activité économique, pouvant la précipiter vers des crises économiques. Cependant, on voit qu'il y a des dettes symboliques qu'il ne faut

de plus en plus impubliques de rembourser, telles que la dette écologique, et cela notamment dans un horizon inter-générationnel. L'agent privé, qui est plus contraint que l'agent public à rembourser ses dettes, se fie à un calcul ~~de~~ inter-temporel pour décider quand est-ce qu'il est le plus souhaitable de se désendetter, ou bien pour savoir s'il est nécessaire de se désendetter au moment présent. Pour un État, il semble qu'il y a de plus en plus aujourd'hui un dilemme entre rembourser ces dettes et sacrifier l'activité économique à court terme, ou ne pas ~~se~~ désendetter, voire annuler la dette mais sacrifier la confiance dans l'État à long terme. On comprend que la question de la dette publique et de son annulation ou pas sera une question centrale lors des élections présidentielles de 2022.

